

**N° DP 23/886**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **DELEGATION DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN A LA COMMUNE DE SIX-FOURS-LES-PLAGES POUR L'ACQUISITION DE LA PROPRIETE NON BATIE A SIX-FOURS-LES- PLAGES - ROCADE FONT DE FILLOL - SECTION AM N°298 ET 299**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de l'Urbanisme,

**VU** le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/075 du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'Emplacement Réservé (E.R) inscrit au Plan Local d'Urbanisme (P.L.U) de la commune de SIX-FOURS-LES-PLAGES, E.R n°327, pour l'extension du complexe sportif de la Coudoulière et la réalisation d'aménagements/équipements publics au bénéfice de la commune de SIX-FOURS-LES-PLAGES,

**VU** la déclaration d'intention d'aliéner reçue le 28 Août 2023 de Madame MOLINARI Annie, veuve MARENCO, en mairie de SIX-FOURS-LES-PLAGES portant sur la vente de la propriété non bâtie, située à SIX-FOURS-LES-PLAGES (83140), rocade Font de Fillol, cadastrée section AM n° 298 et 299, pour un montant d'UN MILLION DEUX CENT MILLE EUROS (1 200 000,00 €),

**VU** le courrier électronique de la ville de SIX FOURS LES PLAGES en date du 15 septembre 2023 sollicitant de la Métropole la délégation de l'exercice du droit de préemption urbain à leur profit, dans le cadre de la cession de la propriété non bâtie, située sur la commune de SIX-FOURS-LES-PLAGES, rocade Font de Fillol, cadastrée section AM n° 298 et 299, et motivant la nécessité d'acquérir le bien objet de la présente décision,

**CONSIDERANT** que la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE est, depuis sa création le 1<sup>er</sup> janvier 2018, compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et, à ce titre, titulaire du droit de préemption défini à l'article L. 210-1 du Code de l'Urbanisme,

**CONSIDERANT** que la commune de SIX-FOURS-LES-PLAGES a été déclarée en carence par arrêté préfectoral DDTM/SHRU/N°2020-86 en application de l'article L. 302-9-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, le 24 décembre 2020,

**CONSIDERANT** que l'exercice du droit de préemption sur la commune de SIX-FOURS-LES-PLAGES a été transféré au représentant de l'Etat dans le département depuis le 30 décembre 2020, date d'exécution de l'arrêté préfectoral précité,

**CONSIDERANT** que le bien concerné par le droit de préemption urbain est situé en sous-secteur UZCD2 dans la zone UZC du Plan Local d'Urbanisme en vigueur, qui correspond aux secteurs urbanisés de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Coudoulière et à l'extension de la plaine sportive.

La zone UZC comprend notamment *les sous-secteurs UZCD1, UZCD2, UZCD3, UZCD4 et UZCD5 réservés pour les équipements publics, notamment scolaires, sportifs, jardins, parkings... »*,

**CONSIDERANT** que dans ce secteur, le Plan Local d'Urbanisme, tel qu'il est rédigé n'admet que, sous réserve du respect des articles UZC 3 à UZC 14, les constructions destinées aux équipements publics, notamment scolaires et sportifs, jardins et parkings,

**CONSIDERANT** que, compte tenu du bien mis en vente et du secteur concerné, le Préfet ne dispose pas du droit de préemption sur ce secteur,

**CONSIDERANT** que l'Etat ne pouvant préempter, la Métropole peut disposer du droit de préemption urbain sur ce bien et donc le déléguer à la ville de SIX-FOURS LES-PLAGES,

**CONSIDERANT** que par courrier électronique ci-annexé du 15 septembre 2023, la Commune de SIX-FOURS-LES-PLAGES a sollicité de la Métropole la délégation de l'exercice de son droit de préemption urbain pour l'acquisition du bien ci-dessus désigné,

**CONSIDERANT** que le souhait de la commune de SIX-FOURS-LES-PLAGES d'acquérir les parcelles cadastrées section AM n° 298 et 299 s'inscrit dans le cadre des orientations 2.2 et 2.4 du Projet d'Aménagement et de Développement Durable du Plan Local d'Urbanisme de la commune de SIX FOURS LES PLAGES à savoir le développement urbain basé sur le renforcement des pôles urbains de la Commune dont le Pôle d'équipements situé entre la Coudoulière et l'avenue de la Mer fait partie et le confortement et la diversification de l'offre en équipements, en appui sur celle existante, dont le pôle Coudoulière - Cap Negre) et en bordure des axes (avenue de la Mer) déjà porteurs d'équipements,

**CONSIDERANT** qu'il s'agit pour la ville de SIX-FOURS-LES-PLAGES d'étendre le pôle d'équipements publics de La Coudoulière,

**CONSIDERANT** qu'il convient, dans le cadre de l'Emplacement Réservé susvisé, d'accepter la délégation du droit de préemption urbain au profit de la commune de SIX-FOURS-LES-PLAGES,

**CONSIDERANT** qu'il est donc opportun de déléguer l'exercice du droit de préemption à la commune de SIX-FOURS-LES-PLAGES,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE DELEGUER** à la Commune de SIX-FOURS-LES-PLAGES, l'exercice du droit de préemption urbain pour l'acquisition la propriété non bâtie, située à SIX-FOURS-LES-PLAGES (83140), rocade Font de Filloi, cadastrée section AM n° 298 et 299.

### **ARTICLE 2**

**DE CHARGER** Madame le Directeur Général des Services de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée :

- A la ville de SIX-FOURS-LES-PLAGES.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le 26 SEP. 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISEMinistère chargé  
de l'urbanismeDéclaration d'intention  
d'aliéner un bien (1)Demande d'acquisition  
d'un bien (1)

# Déclaration d'intention d'aliéner ou demande d'acquisition d'un bien soumis à l'un des droits de préemption prévus par le code de l'urbanisme

(Article A 213.1 du Code de l'urbanisme)

Soumis au droit de préemption urbain (D.P.U.) (articles L. 211-1 et suivants du Code de l'urbanisme (2)) ☐Compris dans une zone d'aménagement différé (Z.A.D.) (articles L.212-1- et suivants du Code de l'urbanisme (3)) ☐Compris dans une zone de préemption délimitée au titre des espaces naturels sensibles de départements (articles L. 142-1- et suivants du Code de l'urbanisme(4)) ☐Soumis au droit de préemption urbain (D.P.U.) (2) ☒Compris dans une zone d'aménagement différé (Z.A.D.) (3) ☐

Cadre réservé à l'administration

Date de réception

28 AOUT 2023

Numéro d'enregistrement

083 129 2300648

Prix moyen au m²



## A. Propriétaire(s)

## Personne physique

Nom, prénom

MOLINARI Annie veuve MARENCO

Profession (facultatif) (5)

retraîtée

## Personne morale

Dénomination

Forme juridique

Nom, prénom du représentant

## Adresse ou siège social (6)

N° voie

Extension

Type de voie

Nom de voie

Lieu-dit ou boîte postale

Code postal

Localité

Si le bien est en indivision, indiquer le(s) nom(s) de l'(des) autres co-indivisaires et sa (leur) quote-part (7):

## B. Situation du bien (8)

## Adresse précise du bien

N° voie

Extension

Type de voie

Nom de voie

Rocade Font de Fillol

Lieu-dit ou boîte postale

Code postal

83140

Localité

SIX-FOURS-LES-PLAGES

Superficie totale du bien

00ha 26a 73ca

## Références cadastrales de la ou les parcelles

Section	N°	Lieu-dit (quartier, arrondissement)	Superficie totale
AM	298	ROC FONT DE FILLOL	00 ha 21 a 30 ca
AM	299	ROC FONT DE FILLOL	00 ha 05 a 43 ca

Plan cadastral joint

OUI ☒NON ☐

## C. Désignation du bien

Immeuble Non bâti ☒ Bâti sur terrain propre ☐ Bâti sur terrain d'autrui, dans ce cas indiquer nom et adresse du propriétaire ☐

Occupation du sol en superficie (m²)

Terres	Prés	Vergers	Vignes	Bois	Landes
Carrières	Eaux	Jardins	Terrains à bâtir	Terrains d'agrément	Sol

Bâtiments vendus en totalité (9) ☒

Surface construite au sol (m²)

Surface utile ou habitable (m²)

Nombre de Niveaux ☐ :

Appartements ☐ :

Autres locaux ☐ :

Vente en lot de volumes ☐

Locaux dans un bâtiment en copropriété (10) ☐

N° du lot	Bâtiment	Etage	Quote-part des parties communes	Nature et surface utile ou habitable		Le bâtiment est achevé depuis :	Plus de 4 ans	<input type="checkbox"/>
							Moins de 4 ans	<input type="checkbox"/>
						Le règlement de copropriété a été publié aux hypothèques depuis :	Plus de 10 ans	<input type="checkbox"/>
							Moins de 10 ans	<input type="checkbox"/>

En cas d'indivision, quote-part du bien vendu :

Droits sociaux (11)

Désignation de la société :

Désignation des droits :

Nature

Nombre

Numéro des parts

#### D. Usage et occupation (12)

##### Usage

habitation ☐ professionnel ☐ mixte ☐ commercial ☐ agricole ☐ autre (préciser) : ☒ : sans usage particulier

##### Occupation

par le(s) propriétaire(s) ☐ par un (des) locataire(s) ☐ sans occupant ☒ autre (préciser) : ☐ :

*Le cas échéant, joindre un état locatif*

#### E. Droits réels ou personnels

Grevant les biens OUI ☐ NON ☒

Préciser la nature :

Indiquer si rente viagère antérieure :

#### F. Modalités de la cession

##### 1 - Vente amiable

Prix de vente ou évaluation (en lettres et en chiffres)

UN MILLION DEUX CENT MILLE EUROS (1 200 000,00 EUR)

Dont éventuellement inclus :

Mobilier € Cheptel € Récoltes € Autres €

Si vente indissociable d'autres biens

Adresse précise du bien  
(description à porter en annexe) :

##### Modalités de paiement :

comptant à la signature de l'acte authentique ☒ à terme (préciser) ☐

si commission, montant : ☐ € TTC ☐ HT ☐ A la charge de : Acquéreur ☐ vendeur ☐

Paiement en nature ☐

Désignation de la contrepartie de l'aliénation :

Evaluation de la contrepartie

Rente viagère ☐

Montant annuel

Montant comptant

Bénéficiaire(s) de la rente

Droit d'usage et d'habitation (à préciser) ☐

Evaluation de l'usage ou de l'usufruit

Vente de la nue-propiété (à préciser) ☐

Echange ☐

Désignation des biens reçus en échange

Montant de la soulte le cas échéant :

Propriétaires contre-échangistes



Apport en société ☐

Bénéficiaire

Estimation du bien apporté

Cession de tantième de terrains contre remise de locaux à construire ☐

Estimation du terrain

Estimation des locaux à remettre

Location-accession – Estimation de l'immeuble objet de la location-accession ☐

## 2 – Adjudication (13)

Volontaire ☐ Rendue obligatoire par une disposition législative ou réglementaire ☐

Mettant fin à une indivision ne résultant pas d'une donation-partage ☐

Date et lieu de l'adjudication

Montant de la mise à prix €

## G. Les soussignés déclarent :

Que le(s) propriétaire(s) nommé(s) à la rubrique 1

Demande(nt) au titulaire du droit de préemption d'acquérir les biens désignés à la rubrique 3 aux prix et conditions indiqués (14) ☒

A (ont) recherché un acquéreur disposé à acquérir les biens désignés à la rubrique 3 aux prix et conditions indiqués ☐

Nom, prénom de l'acquéreur (15)

Profession (facultatif)

### Adresse

N° voie

Extension

Type de voie

Nom de voie

Lieu-dit ou boîte postale

Code postal

Localité

Indications complémentaires concernant l'opération envisagée par l'acquéreur (facultatif) (16)

Qu'il est chargé de procéder à la vente par voie d'adjudication comme indiqué à la rubrique F-2 des biens désignés à la rubrique C appartenant au(x) propriétaire(s) nommé(s) en A ☐

A Puget-Ville

Le 19 juillet 2023

Signature et cachet s'il y a lieu

Mme MARENCO



## H. Rubrique à remplir si le signataire n'est pas le propriétaire (17) :

Nom, prénom Maître Michel KREMER

Qualité Notaire

### Adresse

N° voie 164

Extension

Type de voie

Nom de voie Rue du Rayolet

Lieu-dit ou boîte postale

Code postal 83390

Localité Puget-Ville

## I. Notification des décisions du titulaire du droit de préemption (18) :

Toutes les décisions relatives à l'exercice du droit de préemption devront être notifiées :

A l'adresse du (des) propriétaire(s) mentionné(s) à la rubrique A ☐

A l'adresse du mandataire mentionnée à la rubrique H, adresse où le(s) propriétaire(s) a (ont) fait election de domicile ☒

## J. Observations

## K. Cadre réservé au titulaire du droit de préemption :

# **Déclaration d'intention d'aliéner ou demande d'acquisition d'un bien soumis à l'un des droits de préemption prévus par le code de l'urbanisme**

## **Liste des renvois figurant dans le formulaire**

### **(1) -**

La déclaration ou la demande doit être établie en 4 feuillets et adressée au destinataire (cf. renvois (2), (3) et (4)) par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal, ou déposée contre décharge, ou transmise par voie électronique.

### **(2) -**

Si le bien est soumis au droit de préemption urbain, la déclaration ou la demande doit être adressée à la mairie de la commune où se trouve situé ce bien

### **(3) -**

Si le bien est compris dans une zone d'aménagement différé, la déclaration ou la demande est à adresser au maire de la commune où se trouve situé ce bien

### **(4) -**

Si le bien est compris dans une zone de préemption délimitée au titre de la législation sur les "espaces naturels sensibles des départements", la déclaration est à adresser au président du conseil départemental dans lequel se trouve situé ce bien.

### **(5) -**

Profession à renseigner selon la nomenclature INSEE des professions et catégories socio-professionnelles en 8 postes : agriculteurs exploitants, artisans, commerçants et chefs d'entreprise, cadres et professions intellectuelles supérieures, professions intermédiaires, employés, ouvriers, retraités, autres personnes sans activité professionnelle.

### **(6) -**

Le siège à indiquer dans cette rubrique (si le propriétaire est une personne morale) est celui du principal établissement ; lorsque la déclaration ou la demande est présentée par un établissement secondaire, le signataire devra en indiquer l'adresse à la rubrique H et remplir également la rubrique I.

### **(7) -**

Pour les immeubles en indivision, deux cas doivent être distingués :

- l'immeuble est soumis au droit de préemption urbain ou compris dans une zone d'aménagement différé : les cessions des droits indivis, même si ceux-ci ne représentent pas la totalité de l'immeuble, doivent faire l'objet d'une déclaration d'intention d'aliéner, sauf si elles sont consenties à l'un des co-indivisaires ;
- l'immeuble est compris dans une zone de préemption des espaces naturels sensibles des départements : n'est soumise à déclaration d'intention d'aliéner que la cession de l'ensemble des droits indivis représentant l'immeuble dans son entier, sauf pour le droit de préemption du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres qui est applicable à la cession de droits indivis sur un immeuble ou une partie d'immeuble bâti ou non bâti ainsi qu'à la cession de la majorité des parts d'une société civile immobilière lorsque le patrimoine de cette société est constitué par une unité foncière, bâtie ou non, sur la totalité ou certaines parties des zones de préemption créées par le conseil départemental ou le conservatoire.

### **(8) -**

Si la cession du bien entraîne une division parcellaire, indiquez là à cet endroit.

### **(9) -**

Bâtiments vendus en totalité ; les renseignements à fournir ne doivent porter que sur le bâtiment principal (la maison par exemple).

- la surface construite au sol ainsi que la surface utile ou habitable peuvent être indiquées approximativement ;
- les niveaux s'entendent, tant des étages proprement dits que des sous-sols, rez-de-chaussées ou combles le cas échéant
- locaux autres que des appartements : il s'agit des locaux principaux affectés à un usage autre que d'habitation (bureaux, magasins par exemple)



## (10) -

Locaux dans un bâtiment en copropriété :

Nature des lots : précisez s'il s'agit d'un appartement, d'une cave, d'un box pour automobile, etc.  
La surface utile ou habitable n'est à indiquer que pour les locaux principaux (appartements, bureaux, etc.)

## (11) -

Droits sociaux (si cette rubrique doit être remplie, il est nécessaire de remplir également la rubrique précédente : "locaux dans un bâtiment en copropriété").

Désignation de la société : indiquez seulement sa dénomination, sa forme juridique (par exemple : société civile) ainsi que l'adresse de son siège, comme prévu à la rubrique A.

Nature des droits cédés : parts ou actions par exemple.

## (12) -

Usage : il s'agit de l'usage actuel du bien.

Si vous souhaitez, en accord avec votre acquéreur, donner des indications sur l'usage futur qu'il entend conférer au bien, les faire figurer à la rubrique G.

## (13) -

Adjudication :

Cette rubrique correspond à des cas dans lesquels la déclaration doit être obligatoirement établie par le notaire ou le greffier du tribunal compétent chargé de procéder à l'adjudication.

Au cas où l'adjudication serait faite sans qu'une mise à prix soit prévue, vous devez nécessairement évaluer le bien.

## (14) -

Cette rubrique est à remplir lorsque le propriétaire fait exercice du "droit de délaissement" qui lui est offert par le code de l'urbanisme lorsque son bien est compris dans une zone d'aménagement différé ou soumis au droit de préemption urbain.

## (15) -

Les renseignements concernant l'acquéreur doivent être obligatoirement fournis si la personne qui se propose d'acquérir l'immeuble l'exige : en effet, en cas de non utilisation aux fins prévues par les textes des biens acquis par préemption, l'ancien propriétaire et l'acquéreur évincé par la préemption disposent d'un droit de rachat préférentiel et, en cas de méconnaissance de ce droit, d'une action en dommages-intérêts.

## (16) -

Indications complémentaires concernant l'opération envisagée par l'acquéreur : vous pouvez préciser à cet endroit, en accord avec l'acquéreur, l'usage que ce dernier entend conférer au bien :

- maintien de l'usage actuel

- ou, au contraire, changement de cet usage, par exemple, conversion de bureaux en logements. Vous pouvez préciser également les conditions dans lesquelles l'acquéreur envisage de conférer cette destination au bien : en le laissant en l'état, en le réhabilitant, en édifiant une construction neuve, etc.

## (17) -

Signataire autre que le propriétaire :

Qualité : mandataire, fondé de pouvoirs, gérant de la société propriétaire, etc.

Joindre à la déclaration ou à la demande une copie du pouvoir ou du mandat.

### Pour en savoir plus,

Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement – La Grande Arche – 925055 La Défense cedex  
standard + (33) 1 40 81 21 22

<http://www.developpement-durable.gouv.fr>



Département :  
VAR

Commune :  
SIX FOURS LES PLAGES

Section : AM  
Feuille : 000 AM 01

Échelle d'origine : 1/1000  
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 17/07/2023  
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC43  
©2022 Direction Générale des Finances  
Publiques

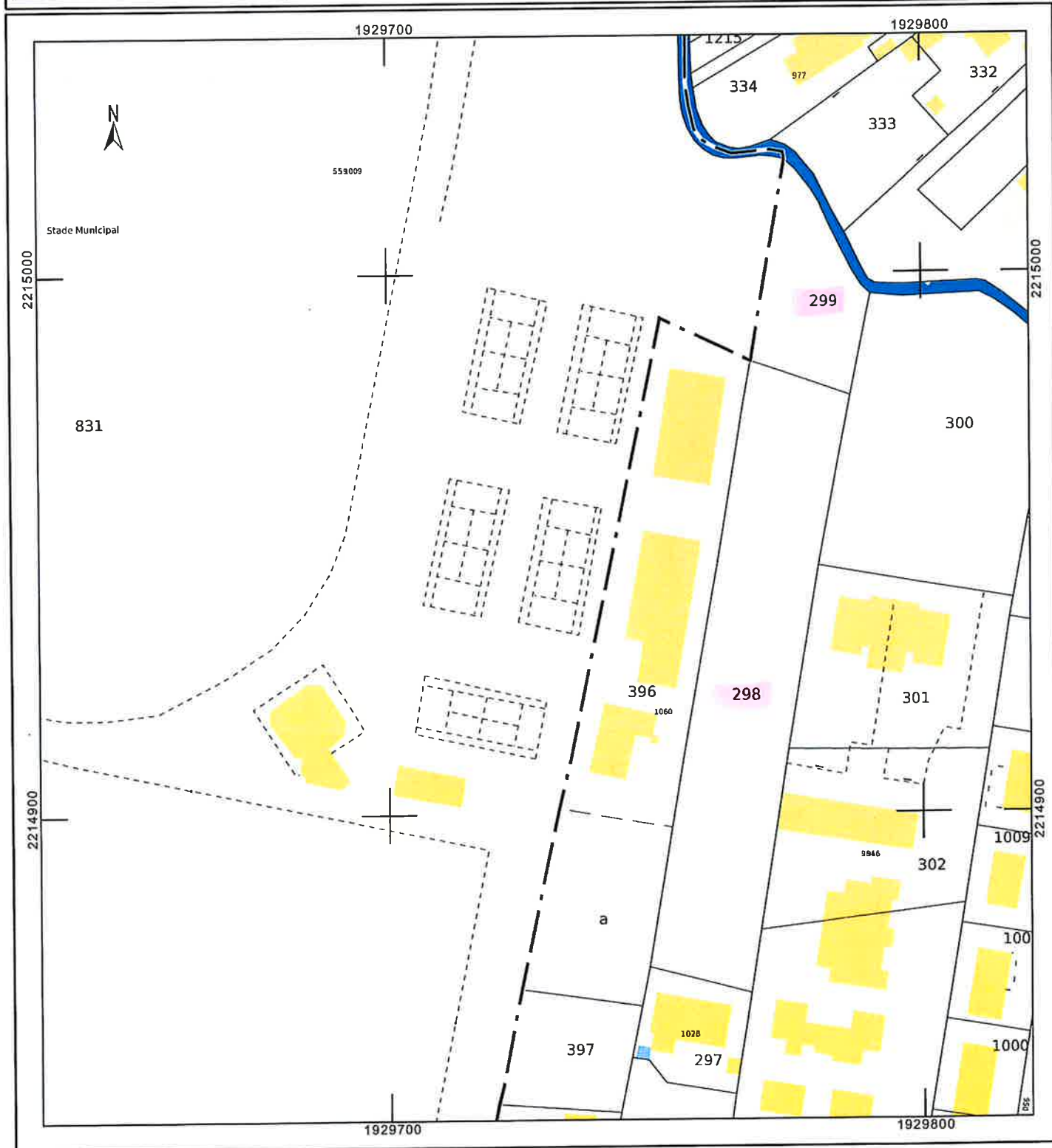
# DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

## EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré  
par le centre des impôts foncier suivant :  
TOULON  
171 avenue de Vert Coteau CS 20127  
83071  
83071 TOULON CEDEX  
tél. 04 94 03 95 01 -fax  
cdf.toulon@dgiip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr





Nature	N°	Planche PLU	Bénéficiaire	Désignation de l'opération	Largeur / Superficie en m²
Recalibrage ruisseau	193	3G	Commune	Aménagement et recalibrage du ruisseau Les Roches Blanches	6 200 m²
Recalibrage ruisseau	195	3G/3D	Commune	Aménagement et recalibrage du ruisseau Le Rayolet	8 620 m²
Bassin rétention	196	3D	Commune	Création d'un bassin de rétention pour le ruisseau Le Vallat du Bouchou	4 350 m²
Recalibrage ruisseau	197	2G	Commune	Aménagement et recalibrage du ruisseau Le Vallat du Bouchou et création d'un bassin de rétention paysager	4 525 m²
Recalibrage ruisseau	199	2D	Commune	Aménagement et recalibrage du ruisseau le Pontillot	4 300 m²
Equipements publics	202	2G	Commune	Création d'équipements sportifs – quartier Grand Camp	5 300 m²
Aménagements paysagers / Parking	203	3G	Commune	Création d'aires de stationnement – quartier Charmettes	2 350 m²
Voirie	204	3G	Commune	Aménagement de l'avenue Robert Forrer et de la voie entre l'avenue Robert Forrer et l'avenue des Charmettes à 8 m	2 500 m²
Voirie	206	2G/2D	Commune	Création d'une voie de desserte de 6 à 8 m – secteur Barras	6 / 8 m
Espaces et équipement publics	208	2G	Commune	Extension du complexe sportif de la Coudoulière et réalisation d'aménagements/équipements publics	8 400 m²
Parking	209	2G/2D	Commune	Création d'une aire de stationnement – hameau Barras	500 m²
Voirie et parking	210	2D	Commune	Création d'une voie de desserte et d'une aire de stationnement – hameau Curet Haut	930 m²
Voirie	211	2G	Commune	Création d'une voie de liaison de 8 m du chemin de Repentance au chemin du Plan de la Mer	2 500 m²
Aménagements paysagers	212	2D	Commune	Aménagement d'un espace public – quartier Barras	1 600 m²
Voirie	213	3G	Commune	Elargissement de l'impasse Venel au nu des façades des bâtiments situés au Sud	100 m²



## MAILLET FEBBRAIO Anne sophie

---

**De:** marine.lieutaud@6fours.fr  
**Envoyé:** vendredi 15 septembre 2023 08:58  
**À:** MAILLET FEBBRAIO Anne sophie  
**Cc:** HUMMEL Claire; DEIAS-LASSAILLE Nathalie; six-fours - dpu; rhatiba.hamdi@6fours.fr; foncier.financedrh@6fours.fr  
**Objet:** RE: Demande d'acquisition DIA 648

**Indicateur de suivi:** Assurer un suivi  
**État de l'indicateur:** Avec indicateur

Bonjour,

Le souhait de la Commune de se porter acquéreur des parcelles cadastrées section AM n° 298 et 299, objets de la DIA 648, **s'inscrit dans la droite ligne des orientations 2.2 et 2.4 du PADD** du PLU actuellement en vigueur (approuvé le 10 avril 2015 et modifié le 27 mars 2018), à savoir :

- le développement urbain basé sur le renforcement des pôles urbains de la Commune dont le Pôle d'équipements situé entre la Coudoulière et l'avenue de la Mer fait partie
- le confortement et la diversification de l'offre en équipements, en appui sur celle existante, dont le pôle Coudoulière - Cap Negre) et en bordure des axes (avenue de la Mer) déjà porteurs d'équipements.

On retrouve ces objectifs dans le **rapport de présentation**, en page 153 avec la **carte des enjeux** qui identifie très clairement le projet d'extension de la plaine sportive au Sud-Est et la réalisation d'un bouclage de voirie entre l'avenue de la Mer et la rocade Font de Fillol. Ainsi le rapport de présentation indique bien que **"Le projet de développement de Six-Fours-les-Plages vise à maintenir et à conforter l'offre communale en équipements publics. Ce confortement s'opérera majoritairement en appui sur les secteurs et axes centraux déjà porteurs d'équipements au travers des actions suivantes : (...) distinction de sous-secteurs urbains spécifiques correspondant à des pôles d'équipements existants ou à conforter (plaine sportive de la Coudoulière et secteur "Le Grand Camp"/"Repentance") ou à créer (secteur "Bas Mouries")"**

Enfin ce projet se traduit de façon opérationnelle par :

- un **sous-secteur UZCD2** réservé pour les équipements publics, notamment scolaires, sportifs, jardins, parkings..... avec un règlement adapté aux besoins de ce pôle d'équipement
- un **emplacements réservés n°208** intitulé "Extension du complexe sportif de la Coudoulière et réalisation d'aménagements/équipements public qui concerne les parcelles cadastrées section AM n° 298, 299, 300, 396, 397, 841

Aussi dans le respect des objectifs du PLU et afin d'étendre ce pôle d'équipements publics de la Coudoulière, il est demandé à la Métropole TPM de bien vouloir déléguer à la Commune son droit de préemption urbain dans le cadre de la DIA 648 déposée le 28/08/2023.

Bien cordialement,

**Marine Lieutaud**

Responsable du service Urbanisme, Affaires foncières, Habitat et TLPE

Ville de Six-Fours-les-Plages

Tél : 04 94 34 93 90

Mail : [marine.lieutaud@6fours.fr](mailto:marine.lieutaud@6fours.fr)